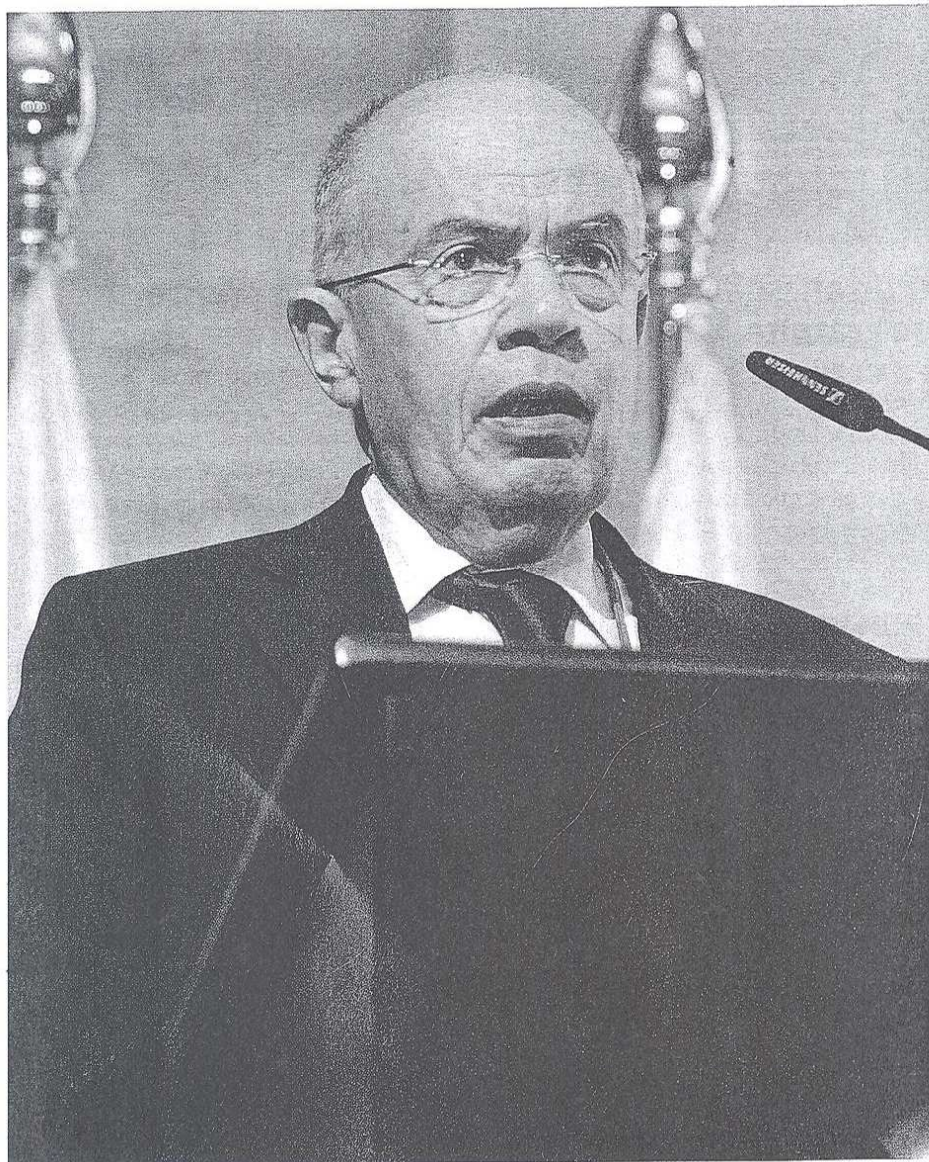


AVEC SES MOTS A LUI

Qu'est-ce qu'une ville ? Comment Rabat s'est-elle développée au fil du temps ? Pourquoi la Mairie de Rabat est-elle si critiquée par les riverains ? La Capitale est-elle au bord du gouffre financier ? Quelle est la formule idéale pour une gestion communale durable ? Le point avec Fathallah Oualalou, Maire de Rabat, qui était l'invité, jeudi 18 décembre, de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM).

Par **Fathallah Oualalou**



LE TEMPS : Tout d'abord, définissez-nous la notion de Ville

Fathallah Oualalou : La ville c'est la vie. Une ville accompagne les citoyens dans toutes leurs activités économiques et sociales. Le Royaume réalise de grands pas en matière d'urbanisation et nous estimons que d'ici trente ans, plus de 90% de Marocains vivront en milieu urbain. C'est pourquoi il est important de trouver des solutions aux divers problèmes qui entravent le développement optimal de nos villes. Il s'avère aujourd'hui inéluctable d'identifier des solutions à court, moyen et long terme, en matière de logements, d'infrastructures routières, de transports et d'emplois, entre autres volets. À titre d'exemple, Casablanca a toujours puisé son identité dans son Port. C'est ce qui a donné à la Métropole cette renommée internationale, surtout durant le protectorat. En ce qui concerne Rabat, la ville a toujours été liée au domaine culturel et du savoir. Partant, il est important de donner un nouvel élan aux villes marocaines, tout en préservant leurs atouts historiques.

Pouvez-vous nous relater les diverses étapes du progrès qu'a connu Rabat ?

F.O : Rabat est une ville qui regorge d'histoire. Elle a été, sous le protectorat, choisie comme Capitale administrative du Royaume et est restée la plaque tournante du domaine politique. Rabat a néanmoins beaucoup changé depuis quelques années.

«D'ici trente ans, plus de 90% de Marocains vivront en milieu urbain».

Plusieurs projets sont en marche pour les vingt prochaines années. Nous pouvons énumérer, à titre d'exemple, les ambitieux projets de réaménagement du plateau d'Akrache et du fleuve Bouregreg. Ces deux projets permettront d'asseoir un développement durable de la ville. Rabat souhaite, à travers ces réalisations, couper avec la politique qui faisait de l'administration la principale source de revenus pour les habitants. Il ne faut pas oublier que la Capitale abrite nos principales institutions économiques, notamment la CDG et le Crédit Agricole. Il est également important de signaler que la nouvelle Constitution de juillet 2011 confère à Rabat un plus grand statut.

La Mairie de Rabat est parfois critiquée par les riverains de mauvaise gestion des affaires locales. Qu'en est-il ?

F.O : La gestion des affaires locales d'une ville n'est pas du tout chose facile. Un Maire doit composer avec plusieurs paramètres. Les citoyens se montrent parfois sceptiques, lorsqu'un nouveau projet est lancé dans une ville donnée. Par la suite, l'opinion publique prend conscience peu à peu de l'intérêt de ces projets structurants pour le développement de la ville. Nous ne vous cacherons pas notre déception quant à l'expérience mal achevée avec Veolia dans la gestion déléguée du secteur des bus. L'opérateur français a décidé unilatéralement de jeter l'éponge, en obligeant la ville à retourner au système de municipalisation du transport des bus, c'est-à-dire que c'est la municipalité qui s'occupe de ce secteur actuellement et plus précisément le groupement des communes «Al Assima» dont les compétences ont été élargies dernièrement à la gestion des déchets, qui incombait à la Société Rédal.

Est-il vrai que Rabat souffre d'énormes difficultés financières qui menacent son avenir économique ?

F.O : Vous n'êtes pas sans savoir que la bonne gestion d'une ville nécessite des

compétences humaines certes, mais aussi des moyens financiers importants. Sur ce volet, le budget de la commune est structurellement déficitaire, avec plus de 70% destinés aux salaires du personnel et à la collecte des déchets. Face à cette situation insoutenable à moyen et long terme, la Mairie de Rabat a songé à une nouvelle approche qui lui permettra, in fine, de mobiliser des ressources financières substantielles. Pour être plus clair, la ville compte mieux exploiter son patrimoine foncier qui, jusque-là, était squatté illégalement par des tiers. Cette initiative permettra de mobiliser une quote-part de 710 millions de DH, pour contribuer au financement du programme de développement urbain de Rabat, baptisé «Rabat ville lumière, capitale marocaine de la culture». Un budget de près de 9.4 milliards de DH est prévu pour la réalisation de ce programme sur la période 2014-2018. Fruit d'un partenariat étroit entre la ville et près d'une vingtaine de départements ministériels et établissements publics qui contribueront également à son financement, ce projet d'envergure permettra, par suite, à Rabat de se hisser au rang

des grandes métropoles mondiales, notamment dans le domaine culturel. En chiffres, le ministère de l'Intérieur y contribuera à hauteur de 2.2 milliards de dirhams, le département des Finances à hauteur de 1.4 milliard et enfin le ministère de l'Habitat participera à ce projet pharaonique à hauteur de 1.2 milliard de dirhams. Ce programme permettra, par ailleurs, à Rabat de se doter d'une architecture éco-environnementale up-to-date.

Il ne faut pas oublier que Rabat souffre au même titre que Casablanca du fléau de l'habitat insalubre. La Capitale du Royaume abrite plus de 8000 familles qui vivent dans des bidonvilles. Une question sur laquelle nous envisageons de nous pencher dans le cadre d'une action concertée avec les départements ministériels concernés. Enfin, Rabat est en train d'ouvrir une nouvelle page et de se réconcilier avec sa mer, par le biais du réaménagement d'une baie d'onze kilomètres. Mon ambition est de faire de Rabat une ville qui mérite d'être visitée par les marocains que des touristes occidentaux.

Propos recueillis par Mohcine Lourhzal

Succes story

Maire de Rabat depuis 2009, Fathallah Oualalou est affilié à l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Dès 1968, Oualalou publie de nombreux travaux académiques dans les domaines de la théorie économique, l'économie financière et l'économie des pays du Maghreb et du monde arabe. En 1975, il participe au lancement de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Lors de la tenue du cinquième Congrès du Parti en 1989, il est élu membre du Bureau politique. Parallèlement, il est élu, à plusieurs reprises, conseiller municipal de sa ville na-

tale et député à la Chambre des représentants. Fathallah Oualalou participe au début des années 80 à la création de l'Association des économistes marocains, avec feu Aziz Belal. Le 14 mars 1998, il est nommé ministre de l'Économie et des finances du Gouvernement Youssoufi I. Le 6 septembre 2000, lors de la formation du Gouvernement Youssoufi II, il devient ministre de l'Économie, des finances, de la privatisation et du tourisme, puis, ministre des Finances et de la privatisation du 7 novembre 2002 au 19 septembre 2007 des Gouvernements Jettou I et II.